Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 22 (1964)

Heft: 3

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

La pauvreté des nations[1]

René Gendarme a vécu à Madagascar et en Algérie. C'était à l'époque de la décolonisation, mais il est capable « d'élever le débat sans le passionner ». Ce qui nous vaut le traité du sous-développement le plus complet à ce jour en langue française. L'auteur a eu raison de l'intituler *La Pauvreté des Nations*. Sans doute, il nous donne plutôt une explication de la pauvreté de certains pays qu'une théorie générale de la pauvreté. Le partage inégal des bénéfices du progrès technique est le véritable sujet du livre et il est excessif de dire que ce second aspect du développement a été trop longtemps oublié. Les auteurs classiques ont découvert en même temps que l'échange, en particulier l'échange international, était source de richesse et que la richesse n'était répartie également ni entre les nations ni entre les classes. Cependant, l'ouvrage de René Gendarme peut être comparé à celui de Smith par son caractère à la fois concret et systématique et par l'opportunité de sa parution. De même que Smith a rassemblé et dépassé les idées de ses contemporains de façon à faire du libéralisme une machine de guerre au mercantilisme, de même Gendarme a systématisé les opinions émises depuis la Seconde Guerre mondiale sur le sous-développement, en y ajoutant de nombreuses réflexions personnelles, et j'espère que son traité agira, comme la *Richesse des Nations,* sur la politique de son temps.

Le livre est divisé en trois parties. La première est historique: elle expose ce qu'était l'équilibre ancien, comment il fut détruit par les interventions des pays avancés et pourquoi, dans certains cas, il ne s'est produit aucune mutation à un niveau supérieur: un certain nombre de déséquilibres caractérisent l'état de sous-développement.

La seconde partie est analytique: elle étudie les problèmes fondamentaux de l'économie sous-développée et les problèmes de telle et telle catégorie partielle. Le terme « modèle » employé pour récapituler les caractères des sous-groupes paraît excessif, car les multiples variables envisagées sont difficilement quantifiables et en fait généralement non quantifiées. Mais la distinction entre variables causales et dépendantes est juste et les nouvelles propensions envisagées expriment bien l'état de sous-développement.

La troisième partie, la plus longue, est politique. Comment sortir du sous-développement? La distinction entre politique spécifique et politique générale permet, comme dans la partie précédente, de distinguer ce qui est accessible à tout pays sous-développé et ce qui convient à telle ou telle catégorie particulière.

Les problèmes fondamentaux sont traités dans les trois parties. Ainsi le rapport population-subsistances est présenté d'abord sur le plan historique (équilibre ancien, déséquilibre

[1] R. GENDARME: *La Pauvreté des Nations*, Ed. Cujas, Paris, 1963, 535 p.

récent), théorique (vérification des hypothèses posées par Malthus), politique (l'action directe sur la natalité). L'appréciation peut différer de l'une à l'autre partie, en raison du changement de plan. Ainsi la culture sur brûlis est louée (p. 25) et blâmée (p. 193), parce que René Gendarme envisage au début une population stationnaire et par la suite une population croissante. Mais, la distinction d'une politique spécifique et d'une politique générale amène parfois des contradictions. Ainsi le jumelage des cultures vivrières et des cultures d'exportations est admis (p. 300, « rend l'économie moins vulnérable ») et rejeté (p. 460, « rupture de l'équilibre alimentaire des populations »). Il eût mieux valu inverser l'ordre, car ce qui est le plus fréquent, c'est le bienfait du jumelage (exposé en parlant de la politique spécifique), alors que ses méfaits sont exceptionnels. L'auteur apporte de nombreux exemples pour confirmer les thèses admises sur la disparition de l'artisanat local (p. 38), la conséquence inflationniste de l'effet de démonstration (p. 90), le dualisme économique (secteur archaïque et secteur moderne) ou social (rivalités tribales, ségrégation entre castes), la nécessité d'une grande politique de petits travaux, la priorité de l'instruction sur le développement économique. Mais en plus, René Gendarme donne son avis sur les questions controversées: planification autoritaire ou souple, priorité agricole ou industrielle, coopérative ou communauté de base, démocratie ou parti unique. Parfois, les arguments emportent l'adhésion. La réforme agraire sera telle ou telle, suivant que le pays contient déjà ou non la micropropriété. La coopérative suivra la communauté de base, dont elle aura d'abord la compétence universelle et la précarité financière. Sur la priorité de l'agriculture ou de l'industrie, le jugement de l'auteur est moins net. Il semble pourtant qu'une distinction s'impose. Les peuples sous-développés absolument primitifs (Nord-Cameroun, par exemple) ne peuvent envisager l'industrie dès le début de leur modernisation: il leur faut d'abord connaître l'écriture, l'attelage, etc. Ceux qui ont déjà un minimum de scolarisation et d'infrastructure peuvent au contraire moderniser à la fois les travaux agricoles et manufacturiers.

La politique nataliste proposée par René Gendarme soulève des objections. S'il est vrai que le progrès démographique est dans certains cas un obstacle au développement économique, l'encouragement donné par l'Etat à la contraception est un moyen dangereux et disproportionné d'y remédier. Dangereux, car d'après René Gendarme lui-même (p. 294) la propagande contraceptive atteint surtout les classes aisées, ce qui provoque un déséquilibre social. Disproportionné également, car un mal temporaire doit être corrigé par un remède temporaire. La structure démographique des pays sous-développés est actuellement aussi défavorable — entendons aussi coûteuse — que possible et l'expérience du passé montre qu'avec un peu plus d'industrialisation le taux de natalité diminuera spontanément. Or, le remède proposé changerait durablement la mentalité populaire. Les hommes à qui on recommande la contraception ont été formés par des religions ou des civilisations natalistes, où par exemple le culte des ancêtres imposait d'avoir au moins un descendant mâle. Quand on pense à la force des coutumes et de la vie familiale dans ces populations, on se dit qu'un tel renversement des idéaux va les « traumatiser » pour toujours. Mieux vaut compter sur l'aide extérieure, la fourniture soit d'argent, soit d'excédents alimentaires permettant de mettre au travail tous les nouveaux venus.

Les autres objections sont de moindre importance. On peut se demander si le rapport

$$\frac{\text{engrais} + \text{fumure}}{\text{surfaces cultivées}}$$

est significatif de la conservation du sol. Les Chinois entretiennent leur terre avec peu d'engrais parce qu'ils multiplient les formes culturales. La substitution possible d'un facteur

de production à un autre jette le doute sur le sens de tels rapports. Mais ce que le livre a de discutable ne saurait faire oublier son immense mérite. Dans une langue accessible au profane, il présente tous les problèmes importants qui se posent à un pays sous-développé, aussi bien celui de la formation des cadres que celui de la répartition géographique des industries ou celui de l'adaptation du système fiscal à la structure dualiste. La finesse de l'analyse n'est pas moins remarquable: on ne saurait montrer mieux qu'il y a du pour et du contre à stabiliser le cours des produits de base ou bien à préférer l'entreprise publique à l'entreprise privée. Enfin, à une époque où l'on s'interroge sur le bien-fondé d'une aide au développement, il est utile qu'un homme de grand savoir et de bonne volonté rappelle l'écart entre ce qu'on paraît faire, ce qu'on fait et ce qu'on pourrait faire.

JEAN VALARCHÉ.

La deuxième révolution industrielle [1]

C'est à un double titre que nous nous plaisons à analyser le présent ouvrage. Nul n'ignore en effet l'étude remarquable du professeur Pasdermadjian consacrée au « Gouvernement des grandes organisations ». A cette dernière s'ajoute maintenant l'analyse des facteurs présidant à la deuxième révolution industrielle, œuvre à laquelle l'auteur ne put malheureusement mettre la dernière main.

Ce sont des amis et professeurs qui prirent l'initiative de compléter et de mettre au point les notes retrouvées, tout en respectant scrupuleusement l'esprit du texte.

Après un inventaire très fouillé de l'évolution technologique, dès le dernier quart du XIXe siècle, l'auteur traite de l'« organisation », conséquence tant de l'augmentation des moyens matériels à disposition, que des bouleversements économiques et sociaux engendrés par la première révolution industrielle. Cette technique trouve son origine dans l'œuvre de Taylor et ses traits dominants sont en bref l'institution de « normes » ou « standards » et le contrôle postopératoire. En d'autres termes, on tente de « préconditionner » les activités de base de l'entreprise, de manière qu'elles présentent, autant que possible, ce caractère répétitif nécessaire au contrôle par exception.

On tente de justifier à ce titre l'effort stabilisateur de l'entreprise à l'égard des facteurs connus et l'éviction des influences perturbatrices. La naissance d'une force « institutionnelle », tendant à exercer sur toutes choses une action d'« objectivation », de normalisation, d'uniformisation et de nivellement, n'a jusqu'ici rien que de très légitime. En revanche, on peut émettre quelques restrictions lorsqu'elle met en cause l'homme à son service en lui contestant le droit à un mode d'expression personnel — en parfaite conformité avec Montesquieu lorsqu'il proclamait: « à l'origine ce sont les chefs qui font les institutions, ensuite c'est l'institution qui forme les chefs » — pour se libérer de l'emprise excercée par le subjectif et l'imprévu.

Le caractère interchangeable que l'on tend à créer aussi bien chez l'employé que chez le cadre, développé au chapitre « Influence de l'organisation et de la mécanisation sur les hommes et les entreprises », aurait mérité à notre avis une extension vers la recherche des solutions permettant au chef de la nouvelle école, outre l'avantage qu'il a sur ses prédécesseurs en agissant moins par intuition qu'en pleine connaissance de cause, de conserver le « mordant » qui faisait la valeur d'un « entrepreneur » au XIXe siècle.

---

[1] H. PASDERMADJIAN: *La Deuxième Révolution Industrielle,* Presses Universitaires de France, 1959, 152 p.

Une large place est ensuite réservée aux procédés de distribution que nous voyons véritablement naître, si l'on exclut le seul débit de quartier que l'on connaissait alors.

Sous le titre « administration des entreprises », nous passons successivement en revue les mutations enregistrées en comptabilité, mécanographie et statistique.

Avant de conclure, l'auteur consacre encore quelques pages aux conséquences économiques et sociales de la deuxième révolution industrielle.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur l'enrichissement que l'on peut retirer d'une telle lecture, mais noterons encore que mieux qu'une évocation détaillée, comme elles le sont trop souvent, nous trouvons dans le dernier manuscript de M. Pasdermadjian la relation des grandes lignes de l'histoire industrielle au cours des quatre-vingts dernières années.

JAQUES-OLIVIER RODIEUX.

L'âge de l'inflation [1]

Sous ce titre, M. Jacques Rueff a réuni un ensemble d'études qu'il a publiées entre 1932 et 1961; toutes ont comme toile de fond l'inflation, le mal du XXe siècle.

Dans l'introduction, l'auteur affirme que le sort de l'homme se joue sur la monnaie, que l'homme étant libre, il est souvent enclin à demander plus de biens qu'il n'en offre, ce qui nécessite une émission supplémentaire de monnaie sans contrepartie réelle. Cette masse monétaire ne représente pas une production supplémentaire de biens, mais comme la demande augmente, les prix haussent, c'est l'inflation. Dans le système de l'étalon-or, qui a fonctionné jusqu'en 1914, l'inflation n'existait pas ou presque pas parce qu'un mécanisme régulateur fonctionnait, celui de l'étalon-or. Après la guerre de 1914-1918, la Conférence monétaire de Gênes (1922) remplaça le régime de l'étalon-or par celui du Gold-Exchange-Standard ou étalon de change-or. Dans ce nouveau régime, on a assisté à une multiplication du crédit dans le monde. Les banques d'émission ne devaient plus seulement faire reposer leur monnaie sur de l'or, mais aussi sur des devises-clés, le dollar et la livre sterling. Tout dollar qu'une banque européenne recevait retournait automatiquement aux Etats-Unis; en fait, les dollars ne quittaient effectivement jamais ce pays, ce qui n'empêchait cependant pas la Banque centrale européenne de compter dans ses réserves des dollars. Ainsi les Etats-Unis pouvaient être débiteurs des pays européens sans qu'il en résulte une contraction monétaire, sans transfert d'or, ainsi que c'était le cas sous le régime de l'étalon-or; pendant ce temps, les Américains pouvaient construire une pyramide de crédits sur ces dollars, et les Européens pouvaient, contre ces mêmes dollars, augmenter leur masse monétaire. Cette duplication du crédit est, selon J. Rueff, la cause principale de la crise qui débuta par le « black friday » de 1929. Malgré cette crise, le système de l'étalon de change-or fut rétabli après la Seconde Guerre mondiale.

Dans un premier chapitre, intitulé « Souvenirs et réflexions sur l'âge de l'inflation », l'auteur explique comment le Gold-Exchange-Standard a provoqué la grande dépression des années 30, quels furent les remèdes à la crise en Allemagne (inflation réprimée) et en Angleterre (dévaluation et ordre financier) et quelle est l'option présente (le recours à une politique monétaire avec retour à l'étalon-or).

Le second chapitre est consacré à la défense et à l'illustration de l'étalon-or. C'est un comité d'experts monétaires qui, après la guerre de Cent-Ans, adopta en 1447 le système de l'étalon-or, et c'est aussi un comité d'experts qui, après la Première Guerre mondiale,

[1] JACQUES RUEFF: *L'Age de l'Inflation*, Etudes et Documents, Payot, Paris, 1963.

substitua à Gênes en 1922 le Gold-Exchange-Standard à l'étalon-or. Le mécanisme des prix dans le cadre de l'étalon-or est le meilleur système d'organisation de l'économie.

Dans un troisième chapitre — « Demain le franc-or » — l'auteur utilise le second Faust de Gœthe pour montrer tous les méfaits de l'inflation, et il conclut cette partie ainsi: « La tutelle de l'or est la condition du maintien de la civilisation occidentale. »

Dans les chapitres suivants, il est question de la réforme monétaire allemande de 1948, cause de la résurrection de l'Allemagne; de l'Europe qui se fera par la monnaie ou qui ne se fera pas et du problème monétaire de l'Occident qui consiste à revenir à la convertibilité de la monnaie, ainsi qu'à l'étalon-or.

Au terme de la lecture de cet ouvrage, on a l'impression que tous les problèmes économiques qui se posent actuellement au monde occidental, notamment celui de l'inflation, peuvent être résolus par des moyens monétaires uniquement. Cependant, l'état actuel de l'explication économique, ainsi que l'enseignement des faits semblent prouver que d'autres moyens sont nécessaires et que l'on ne peut pas seulement se baser sur le passé pour trouver une solution à nos problèmes économiques actuels.

PIERRE WORMSER.

Huit banques centrales européennes [1]

Ce livre, publié sous les auspices de la Banque des règlements internationaux, à Bâle, est une étude descriptive des instituts d'émission de la Belgique, de la République fédérale allemande, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Suisse et de la Suède. Chaque chapitre a été rédigé par un expert qualifié appartenant à la banque centrale de son pays.

Chaque banque est étudiée selon un plan qui facilite les comparaisons: Origines et structure juridique, Fonctions et objectifs, Organisation et administration, Pouvoirs et activités, Politique monétaire. En outre, on trouve en annexe une situation hebdomadaire et une note explicative pour l'année 1962.

Le mérite de cet ouvrage est de décrire d'une manière détaillée les instruments dont dispose une banque centrale pour influencer le volume monétaire en circulation, la politique du crédit et l'activité économique.

Toutes ces banques sont nationalisées, sauf la Banque nationale suisse et la Banque nationale de Belgique où les actions sont partagées entre l'Etat et le public. Cependant toutes ont des rapports très étroits avec l'Etat, mais jouissent aussi d'une certaine autonomie. Elles sont les seules dans leurs pays respectifs à détenir le monopole d'émission des billets de banque. Etant donné l'interdépendance qui existe entre les politiques financière, économique et monétaire, le ministère des finances et celui de l'économie sont en rapport constant avec la banque centrale. Ces rapports résultent soit de la loi sur la banque, soit de la tradition.

L'examen des situations hebdomadaires montre que la Banque nationale suisse est la seule dont les billets de banque en circulation sont couverts intégralement par l'or qu'elle détient; cette couverture est de 135,7 % alors que la loi exige 40 %. Dans les autres banques, la couverture est constituée par de l'or, des devises et des titres d'Etat. La Deutsche Bundesbank n'a pas l'obligation légale de couvrir sa monnaie, cependant, en pratique, le mark a une couverture en or et en devises. La Bank of England est l'unique banque centrale à ne pas posséder d'or: le métal est conservé par un Fonds d'égalisation des changes.

PIERRE WORMSER.

[1] *Huit Banques Centrales Européennes*, Presses Universitaires de France, Paris 1963.

International Library Directory [1]

Cet ouvrage important mentionne les principales bibliothèques connues dans le monde, y compris les pays de l'Est. Comme il s'agit d'une première édition, certaines omissions sont excusables; elles n'enlèvent rien à la très grande utilité d'une telle compilation, dont l'emploi s'impose non seulement dans les bibliothèques, mais aussi dans tout centre de recherche. On peut songer aussi aux multiples informations intéressantes qu'un sociologue pourrait tirer d'un tel ouvrage (analyse quantitative des livres stockés par pays ou région, nature des bibliothèques, etc.). Il est à souhaiter que cette source précieuse de renseignements soit complétée et mise à jour à l'avenir, dans l'intérêt de la science et de la recherche.

Bibliographie latino-américaine [2]

L'intérêt accru porté ces dernières années à l'Amérique latine rend l'ouvrage bibliographique publié par l'Université de Miami des plus actuels et des plus utiles. Le compilateur, M. S. A. Bayitch, a réuni une vaste collection de sources et de références sur l'histoire, la culture et la vie politico-économico-sociale de l'Amérique latine. L'ouvrage débute par une liste d'ouvrages généraux couvrant l'ensemble du continent; par la suite, chacun des pays est traité séparément. L'accès à l'information est aisé et il ne fait pas de doute que cette bibliographie rendra de nombreux services aux chercheurs. Tout au plus peut-on regretter une prédominance des sujets juridiques; l'économiste, par exemple, aurait désiré trouver une rubrique particulière sur les programmes d'intégration économique latino-américains. Par ailleurs, on constatera, avec quelque surprise, l'absence quasi complète de références françaises, allemandes ou espagnoles. Or, d'importantes études sur l'Amérique latine ont été entreprises en Europe et on souhaiterait les voir mentionnées dans un tel ouvrage. Mais ces critiques sont mineures et on ne peut qu'espérer que cette intéressante bibliographie sera par la suite mise à jour et continuée.

P. Gœtschin.

Annuaire des organisations internationales [3]

L'internationalisation des relations politiques, économiques et sociales a donné naissance à de multiples organisations de caractère mondial. L'Union des Associations internationales, à Bruxelles, publie pour la 9e fois son *Annuaire des Organisations internationales,* qui est maintenant devenu un instrument de travail indispensable pour qui s'intéresse aux problèmes de notre planète.

---

[1] *International Library Directory — A World Directory of Libraries,* édité par The A. P. Wales Organization, 18 Charing Cross Road, Londres W.C.2, 1962, 1083 p.

[2] S. A. Bayitch: *Latin America — A bibliographical Guide,* University of Miami School of Law. University of Miama Press, Coral Gables, Florida, et Oceana Publications Inc., 80 Fourth Avenue, New York 3, 1961, 335 p.

[3] *Yearbook of International Organizations,* publié par Union of International Associations, Palais d'Egmont, Bruxelles 1, édition 1962-1963, 1561 p.

L'ouvrage débute par un recensement détaillé des grandes organisations internationales telles que ONU, Unesco, Fonds monétaire international, Bureau international du travail. Suivent les organisations régionales: Communauté économique européenne, Association européenne de libre-échange, etc. Il est intéressant de noter que le manuel donne aussi une liste des divers organismes, notamment économiques, qui sont accrédités auprès de la CEE. La formation d'associations professionnelles européennes, ayant leur représentation à Bruxelles, est un phénomène d'une ampleur toute particulière, qui mériterait une étude approfondie.

La plus grande partie du manuel est consacrée aux institutions privées internationales, dans des domaines aussi variés que la politique, l'économique, le social ou le religieux. Les organisations artistiques ne sont pas oubliées. Le recensement déborde au demeurant très largement celles du monde occidental. Les organisations africaines, latino-américaines, asiatiques, comme aussi le monde communiste, sont abondamment représentées.

On félicitera les auteurs de la présentation minutieuse et détaillée des informations, ainsi que de la très bonne ordonnance de l'ouvrage qui permet de trouver rapidement le renseignement désiré.

Images économiques du monde [1]

Cet ouvrage d'information présente les principaux pays du monde sur le plan géographique et économique. Un texte bref analyse l'évolution la plus récente des forces économiques, tandis que de nombreuses statistiques permettent de se faire une idée des activités et du développement de chacun des pays. Une remarquable série de cartes situe les grandes productions de matières premières, les localisations industrielles majeures, les densités de population, les échanges internationaux.

Les *Images économiques du Monde* sont une mine de renseignements précieux, facilement accessibles et axés sur l'essentiel.

P. Gœtschin.

La France économique, 1961 [2]

Cet ouvrage, préparé par les éditeurs de la *Revue d'économie politique*, est un remarquable annuaire commenté de l'économie de la France. Les grandes catégories économiques — prix, comptes nationaux, productions industrielles et agricoles, finances publiques, rapports extérieurs, politique économique — y sont analysées par des spécialistes éminents. En 800 pages, toute l'économie française est disséquée, dans ses lignes de force et de faiblesse. Un « avant-propos » du professeur Henri Guitton rassemble en quelques lignes les points principaux de l'analyse et met en lumière les problèmes non encore résolus.

---

[1] J. Beaujeu-Garnier et A. Gamblin: *Images économiques du Monde, 1962*, Société d'édition d'enseignement supérieur, 5, place de la Sorbonne, Paris 5e, 1962.

[2] « La France économique », *Revue d'économie politique*, Sirey, 182 p. Paris, 1962.

L'adaption de la machine à l'homme [1]

La révolution intervenue depuis un quart de siècle dans l'organisation industrielle est la prise en considération du facteur humain. Aux temps, pas très lointains, du « scientific management », l'homme était assujetti à l'organisation, ou plus précisément aux contraintes de la mécanique qui lui imposait ses rythmes. L'étude des temps et des mouvements, qui partait des performances de la machine pour y conformer l'homme, ne pouvait manquer de créer de profondes tensions et aboutir, dans les cas extrêmes, à une complète dénaturation du travail. Dire que cette conception de l'organisation du travail ne soit plus en faveur serait une exagération. Au demeurant, l'extraordinaire équipement mécanique de notre civilisation industrielle continue et continuera d'imposer des cadences et des attitudes en conflits avec les données psychologiques et biologiques. Il est devenu toutefois possible de trouver des accomodements, de rechercher des équilibres plus familiers à l'homme de telle sorte que celui-ci se retrouve au premier plan et soit en mesure d'échapper à l'esclavage par la machine.

L'étude de Woodson se propose de rechercher pratiquement des adaptations du système industriel de manière à optimaliser la combinaison homme-machine en faveur du premier. L'objectif est très largement atteint par toute une série d'exemples d'application, qui vont de l'adaptation de l'éclairage à l'amélioration de l'acoustique ou des systèmes de signalisation. Des chapitres fort intéressants se rapportent au corps humain, à ses mouvements, à sa sensibilité. L'auteur fait appel la plupart du temps à des notions de sens pratiques, mais celles-ci sont subordonnées à une remarquable connaissance psychologique, physiologique et biologique de l'homme. Ce livre, qui est très correctement traduit de l'anglais, rendra de grands services aux départements de production ou de psychologie appliquée des entreprises. Il retiendra aussi l'attention du chercheur, économiste ou sociologue, qui s'intéresse aux phénomènes industriels.

P. Gœtschin.

Japan Company Directory [2]

Cet annuaire très complet donne une liste détaillée de toutes les entreprises japonaises d'une certaine importance, qu'elles appartiennent à la production, au commerce ou aux services. Les activités de chaque firme sont résumées, de même que leurs résultats.

La planification de l'économie [3]

Cette thèse remarquable enchantera les uns et irritera les autres; personne n'y restera indifférent. S'inspirant rigoureusement des lignes de pensée de la « Nouvelle Ecole de Lausanne », que dirige magistralement le professeur F. Oulès, l'auteur s'est fait l'interprète

---

[1] Wesley E. Woodson: *L'adaptation de la Machine à l'Homme*, Les Editions d'Organisation, 8, rue Alfred-de-Vigny, Paris, 1956.

[2] « Japan Company Directory », *The Oriental Economist*, 1-4 Hongokucho, Nihonbashi, Chuoku, Tokyo, novembre 1962, 292 p.

[3] A. Loutfy: *La Planification de l'économie: La Technique élevée à la suprême puissance*, Librairie Droz, Genève, 1964.

expert et disert du maître, et cela non sans fougue et enthousiasme. On reconnaîtra volontiers à M. Loutfy une capacité de synthèse peu commune; mais on ne le suivra pas toujours dans certains jugements à l'emporte-pièce, comme on regrettera aussi parfois qu'il n'ait pas incorporé au modèle qu'il a suivi plus de visions vraiment personnelles. Certes, il s'agit ici d'une thèse et l'auteur n'a guère pu se référer à une expérience vécue de la planification économique, qui l'aurait conduit à nuancer certaines de ses appréciations.

L'ouvrage porte sur un champ d'exploration très vaste, puisque la planification y est étudiée tout autant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement. Toute la première partie est consacrée à une critique dense de l'économie américaine non planifiée, de l'économie soviétique à planification bureaucratique centralisée, et des planifications européennes dites « indicatives ». L'analyse débouche vers la mise en valeur de la formule de planification éclairante et stimulante proposée par l'Ecole de Lausanne, dont les points d'accrochage principaux sont la coordination des politiques économiques, l'organisation de l'information — notamment à travers la normalisation des comptabilités — la réforme des finances publiques par la généralisation de l'impôt indirect sur les dépenses, et la sélectivité des crédits bancaires.

La faible croissance de l'économie américaine au cours des dernières années est essentiellement attribuée à l'absence d'une planification. Nombre de remarques de l'auteur sur l'évolution économique des Etats-Unis sont pertinentes; mais son tir roulant d'artillerie porte parfois plus loin que le but. Il n'est, par exemple, pas très cohérent de prétendre que l'économie américaine a « avancé à reculons comme un homard » après la Seconde Guerre mondiale et de se contredire quelques pages plus loin au moyen d'un tableau statistique qui, s'il est loin de traduire une avance fulgurante, n'accuse en tous les cas pas un recul. Il est aussi quelque peu maladroit de critiquer l'économiste américain Nutter pour sa prédiction que l'URSS ne dépassera pas l'économie américaine en 1970, ainsi que l'espèrent les Russes, et de proposer un peu plus loin un tableau comparatif des croissances futures des deux géants et de montrer que ce dépassement ne se fera qu'en 1977. Ce sont là des détails et l'on accepte volontiers bien que la passion du jeune économiste l'ait parfois emporté sur la rigueur de la pensée.

Plus grave cependant est le fait, à notre avis, que M. Loutfy ait avancé la thèse que la croissance économique dans la Petite Europe ait été la conséquence de la planification introduite dans divers pays, sans autres arguments probants que des taux comparatifs de croissance. Il aurait fallu analyser à fond les articulations de la planification, mettre en lumière les communications entre les plans formels, les institutions gouvernementales chargées de les appliquer et les décisions des entreprises. Or, dans aucun pays européen, sauf peut-être en France, la planification n'a été autre chose que des exercices prévisionnels (en particulier en Hollande). Les gouvernements sont intervenus très largement au moyen des méthodes conventionnelles, mais ces interventions ont été très souvent sans liaison avec les plans formels et, à ce titre, il n'est guère possible de déceler des différences majeures entre les pays ayant une planification indicative et ceux qui n'en ont point! Même en France d'ailleurs, les liaisons entre le Plan et l'économie sont infiniment plus complexes qu'elles n'apparaissent dans l'étude de Loutfy (est-ce l'économie qui a influencé le Plan ou le Plan qui a influencé l'économie ?). A l'heure actuelle, aucun économiste ne peut dire quel a été l'impact réel de la planification. Cela nous amène d'ailleurs à constater qu'il n'existe pratiquement aucune étude d'économie appliquée qui ait tenté de saisir dans le réel les effets de la planification indicative: on ne sait, par exemple, absolument pas comment, en France, les investissements ont été réorientés par le Plan; seule une enquête sur les motivations des décisions d'entreprise et sur le jeu des incitations financières pourrait en partie répondre à cette question. Le plaidoyer de Loutfy pour

la planification économique, avec lequel nous sommes en sympathie, aurait gagné en réalisme si l'auteur avait pu analyser en profondeur et par contact direct les mécanismes décisionnels au niveau macro-économique et dans les micro-unités.

Les chapitres sur la planification dans les pays en voie de développement sont précédés d'excellentes analyses des causes du retard économique de ces nations. On lira avec intérêt les propositions de réforme des structures et des politiques, qui sont une version, adaptée au milieu, des principes de la planification éclairante et stimulante développée par l'Ecole de Lausanne. On suivra volontiers l'auteur dans la plupart de ses développements; ses vues sur le rôle du capital privé sont cependant trop catégoriques; les pays en voie de développement, qui ont besoin de «know-how», de méthodes d'organisation et de fonds, ne pourront se passer de l'apport des entreprises privées européennes ou américaines. Preuve en est la hâte avec laquelle les pays africains, pour ne citer qu'eux, mettent sur pied des « codes d'investissements ».

Une remarque enfin sur les « modèles mathématiques » en économie politique, à l'égard desquels l'auteur exprime une méfiance intense. Ces modèles sont de plus en plus employés dans l'entreprise. Ils déborderont fatalement, avec l'aide des cerveaux électroniques, sur la macro-économie et cela sous des formes plus évoluées que les instruments encore très imparfaits que nous possédons actuellement. Il n'y a pas lieu de craindre cette évolution, car la masse des informations statistiques devenant de plus en plus grande, il faudra bien mettre sur pied des systèmes de traitement de ces données. La formulation des choix et des alternatives est une procédure complexe; si l'instrument mathématique peut aider à débrouiller les faits, rien ne s'oppose, au contraire, à son utilisation. Comment déterminer l'opportunité d'un investissement, en tenant compte des interdépendances principales, si l'on ne possède pas une manière de modèle. Faut-il, dans un pays en voie de développement, choisir un investissement qui crée de l'emploi, des revenus rapides, des recettes d'exportation ou des impulsions industrielles secondaires ? Le marché inexistant, ne pouvant pas résoudre l'équation, il faudra bien recourir à une quantification des diverses solutions proposées. Le modèle devient un outil de travail, comme l'est la comptabilité, qui devient d'ailleurs elle-même mathématique!

Les notations qui précèdent n'ont qu'un objectif: montrer que la thèse de M. Loutfy va susciter des controverses, qu'elle conduira à élargir le champ de la réflexion. Les problèmes de la planification sont complexes, chargés qu'ils sont d'idéologie, de passion. L'ouvrage sous revue est une importante contribution aux débats et l'on ne peut que féliciter l'auteur de l'important travail qu'il vient de livrer à notre méditation.

P. Gœtschin.

Bibliography on Multinational Business [1]

Les entreprises privées considèrent de plus en plus la totalité des marchés mondiaux comme leur champ d'opération. Déjà les grandes entreprises américaines et européennes ont développé de façon étonnante leur réseau de succursales sur plusieurs continents. Il apparaît de plus en plus que la gestion d'entreprises, qui ont débordé leur cadre national et qui travaillent dans des milieux politiques et sociaux différents de celui auquel elles sont habituées,

---

H. P. Bishop et Grace V. Lindfors: *Bibliography, Cases and Other Materials for the Teaching of Multinational Business,* Harvard University, Graduate School of Business Administration, Boston, mai 1964, 283 p.

pose des questions nouvelles et beaucoup plus complexes. Depuis quelques années, les institutions spécialisées dans l'administration des affaires se sont préoccupées de ce problème. Un flux croissant de publications et d'études de « cas » est le reflet de cet intérêt grandissant pour l'«entreprise internationale». La Harvard Business School a pris l'heureuse initiative de rassembler cette documentation, jusqu'ici très dispersée, dans une imposante bibliographie. Non seulement les travaux de Harvard et des grandes écoles d'administration américaines y sont mentionnés, mais aussi ceux d'écoles et d'instituts européens, notamment l'IMEDE et l'INSEAD; on y trouve aussi de remarquables contributions venant d'autres continents. La bibliographie de Harvard sur l'entreprise internationale se révélera un instrument de travail indispensable pour les chercheurs dans ce domaine nouveau et passionnant du développement économique.

P. Gœtschin.

La formation des cadres d'entreprise en Suisse [1]

Nous avions signalé, dans la *Revue économique et sociale* de février 1964, la parution d'un « Directory of activities in the field of management education by universities and specialised institutes in Switzerland », qui donnait une liste très complète des possibilités de formation pour les affaires et la gestion des entreprises en Suisse. Ce document, le premier de son genre dans notre pays, vient d'être traduit en allemand. Les entreprises comme les institutions d'enseignement trouveront un grand intérêt à cet inventaire qui vient à son heure, tant l'évolution est rapide en matière de formation professionnelle au niveau de l'administration des entreprises.

P. Gœtschin.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes: française, anglaise, espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau International du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays; des exposés documentaires, des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail; enfin une rubrique bibliographique.

Prix du numéro: Fr. 3,— suisses, abonnement annuel: Fr. 30,— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du BIT sur demande adressée au Bureau International du Travail, Genève.

---

[1] Association suisse d'organisation scientifique (ASOS): *Schweizerische Institutionen für die Schulung und Weiterbildung von Führungskräften der Wirtschaft,* Verlag Industrielle Organisation, Zürich, 106 p., 1964.